

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(01)/ST/58
11 novembre 2001

(01-5638)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Quatrième session
Doha, 9 - 13 novembre 2001

Original: espagnol

PANAMA

Déclaration de S.E. M. Joaquín E. Jácome Diez
Ministre du commerce et de l'industrie

C'est un honneur pour moi de prendre la parole en ce jour devant un groupe de personnalités aussi éminentes pour exprimer la position du gouvernement panaméen à l'occasion de la quatrième session de la Conférence ministérielle.

Je tiens à exprimer ma gratitude à Son Altesse Hamad bin Khalifa Al Thani, Émir du Qatar, pour le magnifique travail accompli en vue d'organiser cette conférence. Je tiens également à remercier M. Mike Moore pour tous les efforts qu'il a déployés pour en assurer le succès, et en particulier pour la visite qu'il a rendue aux pays d'Amérique latine afin de tracer une voie différente de celle empruntée à Seattle.

À cette occasion, le Panama avait clairement exprimé au Directeur général ses préoccupations concernant la transparence interne de l'Organisation, le traitement spécial et différencié en tant qu'élément fondamental de tous les Accords de l'OMC, certains points spécifiques touchant à l'agriculture, aux services, au Mémoire d'accord sur le règlement des différends et au commerce électronique, ainsi que des questions relatives à l'application de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

Or, les événements du 11 septembre qui ont ébranlé le monde et démontré, une fois encore, que les économies de tous nos pays étaient reliées les unes aux autres, nous ont rendus encore plus désireux d'aboutir à une Déclaration ministérielle qui comporte les éléments nécessaires pour atteindre l'objectif principal de la libéralisation, à savoir la réduction de la pauvreté et partant, l'élévation du niveau de vie de nos populations.

Ces événements nous obligent, nous qui travaillons au service de l'État, à prendre des décisions claires en matière de politique commerciale, économique et sociale.

Cela fait tout juste quatre ans que le Panama est Membre de l'Organisation mondiale du commerce. Ces quatre années n'ont pas été faciles pour un pays en développement tel que le nôtre, qui a dû remplir toutes les obligations imposées par les Accords et honorer les engagements contractés lors de son accession, sans bénéficier d'une période de transition pour s'adapter en douceur aux paramètres du système commercial multilatéral.

Malgré tout, notre gouvernement reconnaît que la libéralisation du commerce est un instrument valable pour affermir les idéaux qui sous-tendent le développement et nous sommes favorables au lancement d'un nouveau cycle de négociations qui réponde aux besoins des pays en développement.

S'il est vrai que nous devons tous obéir aux mêmes règles, nous ne pouvons oublier que le développement et les conditions économiques diffèrent d'un pays à l'autre et qu'il est donc nécessaire d'examiner les préoccupations de chaque Membre, afin de lui offrir les outils nécessaires à sa prospérité.

Pour que cette Conférence ministérielle soit un succès, nous devons faire en sorte que tout le monde prenne conscience du fait que les pays en développement et les pays les moins avancés ont besoin d'une plus grande aide de la part des pays développés, qui ont, quant à eux, réussi à élever le niveau de vie de leurs habitants.

Pendant longtemps, ces pays ont pu aider leurs secteurs de production à évoluer grâce à des mécanismes qui, d'une façon ou d'une autre, rendaient les exigences de la concurrence moins pesantes.

Les choses n'ont guère changé, ce sont maintenant les pays en développement et les pays les moins avancés qui ont besoin d'aide pour entrer pleinement dans la nouvelle ère de la mondialisation, avec logique et pragmatisme.

Pour des raisons de justice et d'équité, que justifient des chiffres rendant compte de la lente croissance de nos pays, nous plaidons en faveur d'une prolongation des délais et d'un assouplissement des conditions prévues dans les Accords et des engagements existants, comme les dates limites pour l'élimination des subventions à l'exportation, qui nous ont aidé à améliorer les conditions de notre développement.

Nous sommes favorables à la réduction ou à l'élimination des subventions à l'agriculture octroyées par les pays développés et des crêtes tarifaires pour les produits non agricoles, ainsi qu'à la libéralisation des services dans les domaines du transport maritime, du tourisme et des services financiers.

Nous estimons qu'il est urgent d'apporter des améliorations à l'instrument qui rend l'Organisation mondiale du commerce crédible, à savoir le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, dont le mécanisme semble trahir, en certaines circonstances, un manque de réalisme et de sens pratique.

Nous appelons l'attention sur le souhait formulé par certains pays de donner une dimension multilatérale à l'Accord sur les marchés publics grâce à un accord sur la transparence desdits marchés, car nous estimons que cela conduirait, directement ou indirectement, à une négociation sur l'accès aux marchés dans ce domaine.

Nous accueillons avec satisfaction l'initiative visant à poursuivre le programme de travail sur le commerce électronique. Le Panama estime que le moratoire concernant les transmissions électroniques est d'une importance capitale et que sans lui de nouvelles possibilités commerciales et d'importants bénéfices économiques pourraient être compromis pour nos pays.

C'est en gardant ces brèves considérations à l'esprit que la République du Panama forme des vœux pour que cette Conférence ministérielle aboutisse à une déclaration des Ministres qui soit rénovatrice pour l'Organisation mondiale du commerce et qui redonne espoir aux pays en développement et aux pays les moins avancés.
